

RÉSUMÉ SESSION

■ MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS

- ◆ [Présentation de l'Initiative Vivre Mieux de l'OCDE](#)
- ◆ [Panel 1 : Des politiques meilleures](#)
- ◆ [Panel 2 : Pour une vie meilleure](#)

Mardi 24 mai 2011

Introduction : **Angel Gurría**, Secrétaire général, OCDE

Allocution principale : **Danilo Türk**, Président, Slovénie

Modérateur : **Larry Elliott**, Rédacteur économique, *The Guardian*, Royaume-Uni

« L'objectif final des politiques publiques doit être d'améliorer la qualité de la vie », déclare le Secrétaire général de l'OCDE, **Angel Gurría**, en ouvrant cette importante session du Forum du 50^e anniversaire de l'OCDE. Évoquant les raisons qui ont conduit à la création de l'Initiative de l'OCDE pour une vie meilleure, il cite Robert Kennedy qui disait que « le produit national brut mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue ». M. Gurría explique que l'OCDE a accompli un travail considérable pour élaborer de nouveaux indicateurs destinés à corriger les carences du produit intérieur brut (PIB) en tant que mesure du bien-être social, et présente l'orateur de marque, **Danilo Türk**, Président slovène, comme l'un des dirigeants les plus actifs sur ce front.

M. Türk se félicite de la présentation de l'Indice « vivre mieux » (*Better Life Index*) à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OCDE, lui prédisant une « influence réformatrice » dans le débat et l'élaboration des politiques. Selon lui, les mesures que nous effectuons influent sur nos objectifs et nos objectifs déterminent ce que nous mesurons – autrement dit, l'Indice du mieux-vivre nous aidera à définir nos priorités. M. Türk pense que les pays développés ont atteint un niveau de saturation économique qui doit les inciter à trouver de nouvelles voies de progrès en accordant une attention particulière à l'équilibre entre justice sociale et compétitivité économique. « Nous devons changer notre façon de travailler, en donnant plus d'importance à la mesure du bien-être des populations qu'à la mesure de la production économique », précise-t-il.

Enfin, M. Türk définit ce qu'il considère comme les quatre grandes forces du nouvel indice de l'OCDE : celui-ci rassemble l'expérience et le savoir-faire de l'Organisation en matière de collecte et d'analyse de données fiables, encourage la participation des citoyens, qui peut mener à de grands débats et

déboucher sur des politiques meilleures, facilite les comparaisons entre et dans les pays, contribuant ainsi aux arbitrages à réaliser entre les différentes facettes de la politique sociale, et fournit une base solide pour la poursuite des travaux et l'innovation dans le domaine de la mesure du progrès. Ainsi, l'indice permet d'espérer que les carences des méthodes traditionnelles qui préoccupaient Robert Kennedy ne seront bientôt plus qu'un lointain souvenir, conclut M. Türk.

◆ Présentation de l'Initiative Vivre Mieux de l'OCDE

Intervenants: **Martine Durand**, Directrice des statistiques et Chef statisticienne, OCDE
Anthony Gooch, Directeur des relations extérieures et de la communication, OCDE

Le 24 mai 2011, l'OCDE a présenté pour la première fois l'Indice du mieux-vivre, un outil interactif destiné à mesurer la qualité de vie des économies nationales en se fondant sur les facteurs les plus importants pour les citoyens.

Anthony Gooch explique que bien peu de gens comprennent vraiment ce que fait l'OCDE dans l'ensemble et ce qui la rend unique parmi les organisations intergouvernementales, d'où l'idée de centrer l'attention sur ceux qui profitent en fin de compte des efforts accomplis par l'Organisation – les populations. Pour lui, les citoyens veulent dépasser l'approche du bien-être fournie par les mesures unidimensionnelles comme le PIB et prendre part plus activement au débat sur les politiques à mener, et l'indice semble répondre à ces aspirations. Qualifiant l'initiative d'audacieuse et de pionnière, M. Gooch explique qu'elle associe les travaux de fond de l'OCDE à des contributions individuelles et aux nouvelles possibilités offertes par la technologie moderne pour informer et promouvoir le dialogue sur l'équilibre entre bien-être individuel et sociétal. « L'indice est conçu pour placer les individus au centre de nos préoccupations, leur donner des responsabilités et les encourager à participer » commente-t-il.

Martine Durand explique que l'Indice du mieux-vivre est un outil conceptuel qui permet d'observer le bien-être aujourd'hui pour améliorer celui de demain. Elle fait remarquer que l'OCDE travaille depuis plus de dix ans à l'élaboration d'indicateurs de mesure du bien-être des sociétés, et souligne que l'indice n'est que la première étape d'un processus destiné à s'élargir et à s'approfondir avec le temps. On a commencé par définir 11 indicateurs clés – logement, revenu, travail, communauté, éducation, environnement, gouvernance, santé, bien-être subjectif, sécurité, et conciliation entre travail et vie privée – pour les 34 pays membres de l'OCDE, auxquels il s'agit d'ajouter d'autres mesures de durabilité et de gouvernance à mesure de l'avancement du projet. L'une des difficultés que posent l'élaboration de nouveaux indicateurs et la prise en compte de nouveaux pays réside dans la comparabilité des statistiques. Néanmoins, explique Mme Durand, l'OCDE espère que ce nouvel indice permettra de disposer d'un mécanisme pour la formulation de politiques meilleures fondées sur les avis et les préférences exprimés par les individus.

L'Indice du mieux-vivre de l'OCDE se trouve sur www.OECD.org/betterlifeindex (anglais).

◆ Panel 1: Des politiques meilleures

Intervenants : **Jacques Attali**, Président, PlaNet Finance
Antoine Frérot, Président directeur général, Veolia Environnement
Pravin Jamnadas Gordhan, Ministre des Finances, Afrique du Sud

Le modérateur, **Larry Elliott**, commence par soulever trois questions à envisager pour formuler des politiques d'amélioration de la qualité de vie : quels sont les indicateurs qui reflètent le mieux les priorités d'aujourd'hui ? Comment s'assurer l'adhésion du public et des autres parties prenantes ? Et quels sont les outils dont disposent les États pour mettre en œuvre ces politiques ?

Jacques Attali s'interroge sur la conception même de ce type d'indice ; en effet, les indicateurs choisis ne sont pas les éléments les plus intéressants à mesurer mais les seuls qui soient mesurés. Il se demande s'il ne manque pas quelque chose d'essentiel – en l'occurrence tout l'éventail des indicateurs relatifs à la démocratie et à la politique, en particulier à la corruption, au sentiment de frustration des citoyens, à la transparence et à la liberté d'expression.

En réponse à l'animateur qui lui demande comment mesurer la frustration et la corruption de façon non qualitative, M. Attali déclare : « la réponse est simple : il faut effectuer des sondages d'opinion ». Il donne l'exemple du Bhoutan, pays qui a élaboré un indice de bonheur national brut fondé sur une approche globale de mesure du progrès social et de la qualité de vie, et évoque la possibilité de créer un indice du « cygne noir », qui ferait apparaître les événements imprévisibles et impossibles à mesurer à l'avance, les scénarios et les résultats possibles, et même les risques majeurs comme les attaques terroristes du 11 septembre ou la crise économique et financière. Il conclut que la création d'autres indices et l'évaluation d'aspects qui n'ont jamais été mesurés auparavant peuvent nous tirer vers l'avant et faciliter la mise en place d'un programme d'action véritablement nouveau.

Pravin Jamnadas Gordhan, Ministre des Finances d'Afrique du Sud, convenant qu'il est important d'adopter de meilleures politiques pour une vie meilleure, souligne qu'il faut toutefois se demander clairement « pour qui ? » : s'agit-il de viser les privilégiés ou les marginaux de nos sociétés ? Il pense que le débat sur les politiques s'inscrit dans une perspective mondiale, mais que la formulation de nouvelles politiques doit prendre en compte les inégalités qui existent entre et dans les pays. Il souligne que la nécessité de mesurer l'efficacité des politiques constitue pour les responsables politiques un problème particulièrement épineux, et que les populations ne commenceront à s'intéresser à l'action publique que lorsqu'elle changera vraiment leur vie. M. Gordhan évoque l'impatience qu'éprouvent les populations longtemps marginalisées, qui se demandent quand leur tour viendra. « L'égalité des chances est importante, mais aussi l'égalité des résultats », estime-t-il. « Il ne s'agit pas seulement de créer un indice mais, une fois le problème mesuré, de déterminer si nous disposons de programmes efficaces qui permettent, à l'évaluation suivante, de faire état de différences tangibles de la qualité de vie des populations. »

Antoine Frérot aborde la question du point de vue des entreprises, en soulignant que la prospérité fait de toute évidence partie de la qualité de vie, mais que le principal problème est le modèle de développement actuel qui entraîne l'épuisement des ressources de la planète. « Pour les partenaires économiques, les indicateurs les plus importants de la qualité de la vie sont ceux qui permettent de déterminer comment concilier le développement économique et les évolutions à venir, en se préoccupant d'abord de l'avenir de la nature et de la planète puis de celui des citoyens. »

M. Frérot est cependant convaincu que la croissance économique et notre dépendance à l'égard des ressources naturelles ne sont pas incompatibles ; il est en effet possible de les concilier en évitant le gaspillage, en recyclant davantage, et en « produisant plus avec moins », et l'innovation est essentielle

pour y parvenir. M. Frérot fait également observer que les indicateurs continueront d'évoluer en fonction des contraintes de la protection de l'environnement et de la disponibilité des ressources naturelles.

◆ **Panel 2 : Pour une vie meilleure**

Intervenants : **Sharan Burrow**, Secrétaire générale, Confédération syndicale internationale (CSI)

Steve Killelea, Fondateur, Fondateur, Institut pour l'économie et la paix

Yoshinori Suematsu, Vice-ministre principal, Cabinet du Premier Ministre, Japon

Discutants : **Irena Križman**, Directrice générale, Bureau des Statistiques, République de Slovénie et Présidente, Comité exécutif, Association internationale pour des statistiques officielles (IAOS)

Giuseppe Porcaro, Secrétaire général, Forum européen de la jeunesse (FEJ)

Sharan Burrow, reprenant la citation du discours d'introduction de M. Gurría – « le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue » – qualifie le nouvel indice de « pas en avant dans la réflexion sur des sociétés durables ». Elle craint cependant qu'il n'ait guère de sens s'il reste dissocié de la pensée économique dominante de la plupart des instances internationales, toujours centrée sur la poursuite de la croissance économique, malgré le nombre croissant de déclarations en faveur d'autres mesures du progrès et du bien-être. Au sujet de l'évolution récente de l'action publique en Europe, elle fait observer que le consensus de Washington semble s'être déplacé vers Bruxelles. Elle se déclare sceptique quant à la volonté des dirigeants mondiaux de lancer un vrai débat sur la justice et la protection sociale et pose la question suivante : si nous devons nous orienter vers un monde plus équilibré, plus respectueux de l'environnement et plus équitable, les dirigeants auront-ils le courage d'instaurer une plus grande ouverture ?

Yoshinori Suematsu analyse les effets du tremblement de terre et du tsunami qui ont récemment frappé le Japon sur les perceptions du bien-être et du bonheur dans la société japonaise, et en tire trois conclusions : tout d'abord, la découverte d'un profond sentiment de gratitude parmi ceux qui ont survécu, puis l'importance des réseaux sociaux et des relations interpersonnelles pour les survivants – les ventes de bagues de fiançailles ont augmenté de 50 % après la catastrophe – et enfin, la constatation que ceux qui, dans les camps de réfugiés, ont joué un rôle social et trouvé des occupations constructives sont également ceux qui parviennent le mieux à surmonter leurs difficultés. « L'inactivité dans les camps de réfugiés est source de tristesse », déclare-t-il, de même que chômage et tristesse sont en relation. Pour M. Suematsu, cette expérience semble démontrer que le bien-être authentique repose sur trois piliers : les revenus du foyer, la santé physique et l'absence de stress qui en résulte dans tous les domaines de l'existence, et l'importance des liens sociaux. « Dans la mesure du bonheur, le stress est un facteur essentiel car il est responsable par exemple de problèmes de santé graves et coûteux. Si nous sommes capables de mesurer le stress, les pouvoirs publics, les parties prenantes et les citoyens sauront à quel problème il faut remédier ; c'est à cela que servent les statistiques ».

Steve Killelea donne une description comparative du *Global Peace Index*, indice mondial de la paix mis au point par l'*Institute for Economics and Peace*, et signale une forte corrélation entre la position d'un pays dans le classement et son revenu par habitant, dont il conclut que « la paix est un excellent indicateur du progrès ». Partant de l'idée que des sociétés différentes choisiront des paramètres différents pour évaluer le bonheur, l'institut a élaboré un indice de la paix à partir de huit grands facteurs : le bon fonctionnement de l'État, la forte compétitivité du cadre d'activité des entreprises, l'affectation équitable des moyens, l'acceptation des droits d'autrui, la libre circulation de l'information, l'absence de corruption et les bons rapports de voisinage. Tout en rappelant qu'il n'y a pas de recette miracle pour instaurer la

paix, M. Killelea est convaincu que les sociétés qui se dotent de structures favorables à la paix acquièrent une grande résistance.

Giuseppe Porcaro, du Forum européen de la jeunesse, explique que l'Indice du mieux-vivre de l'OCDE pourrait apporter une vision d'ensemble des besoins des citoyens, mais mentionne trois problèmes essentiels à résoudre pour que les statistiques rendent compte de la réalité de la situation : la nécessité de s'intéresser aux compétences informelles et pas seulement au niveau d'éducation atteint, les formes traditionnelles et nouvelles du chômage, comme celles qui résultent du flou entourant les stages en entreprise, et la participation des citoyens.

Irena Križman, s'interrogeant sur les moyens de rapprocher statistiques et décideurs politiques, pense que l'Indice du mieux-vivre y contribuera, mais se demande quelles sont les autres méthodes à envisager. Elle se demande également comment utiliser les statistiques pour gérer les changements dans la société et les faire accepter toutes les parties prenantes. Elle s'inquiète aussi des conséquences possibles d'une baisse de la qualité des statistiques en période de crise économique et de réduction des dépenses publiques – « Quel est le coût de l'absence de statistiques ? » demande-t-elle. « Et comment les statistiques peuvent-elles aider à restaurer la confiance envers les pouvoirs publics, les institutions et les marchés ? »

BmG/SH, PC, PK, PP